

# Crise au Burundi :

## Comment le régime de Nkurunziza parvient-il à se maintenir malgré l'isolement diplomatique ?

### Situation humanitaire :

Nombre de réfugiés ayant fui la crise en cours : **250 000** en mars 2016.

La plupart de réfugiés vivent dans des camps en Tanzanie, en RDC, au Rwanda et en Ouganda.

### Missions de maintien de la paix :

AMISOM (Somalie) : **5 432** soldats et policiers (en 2ème position) ; présents depuis 2007

MINUSCA (Centrafrique) : **858** soldats et policiers

D'autres missions (présentes ou passées) : MINUSMA, Mali (**14** policiers) ; MINUSTAH, Haïti (**13** policiers) ; UNAMID, Darfour, Soudan (**39** (31 policiers, 5 officiers formateurs, 3 soldats) ; UNISFA, Soudan-Soudan du Sud (**2** officiers formateurs) ; UNOCI (Côte d'Ivoire (**28** policiers)

(Sources: HCR et Providing for Peacekeeping)



Deux ans après le début de la crise politique, qui avait éclaté suite à l'annonce de la candidature du président Nkurunziza à l'élection présidentielle de juillet 2015 (qui lui avait permis de briguer un troisième mandat), le Burundi semble avoir disparu des préoccupations de la communauté internationale, et ce, malgré les pressions qui avaient émané de certains acteurs internationaux clés – en particulier la Belgique et l'Union européenne (UE) – au début de la crise.

Sur le plan sécuritaire, la fréquence des attaques à la grenade et des arrestations des membres des partis politiques de l'opposition et des acteurs de la société civile a diminué. Pourtant, la situation économique du Burundi s'est considérablement dégradée au cours de ces derniers jours. La crise économique qui touche de plein fouet le pays a rendu le coût de la vie de plus en plus chère et insupportable pour des millions de Burundais dans la capitale, Bujumbura, mais également sur le reste du territoire.

Nous pouvons ainsi nous demander si après avoir tenu face aux sanctions de la communauté internationale, qui le maintiennent dans l'isolement diplomatique depuis deux ans déjà, le régime de Bujumbura sera capable de survivre au choc économique du moment.

Le présent document s'attèlera à examiner la place actuelle du Burundi dans l'agenda des acteurs régionaux et internationaux clés, et l'ampleur de la situation économique actuelle. Nous tâcherons aussi de démontrer que le régime de Nkurunziza survivra certainement aux défis auquel il fait face en ce moment.

## Le Burundi après deux ans de crise : comment Nkurunziza tient-il ?

Trois facteurs majeurs pourraient expliquer la résilience du régime de Nkurunziza face à l'isolement diplomatique en cours :

- La crise politico-sécuritaire chez son voisin de l'ouest, la République Démocratique du Congo (RDC),
- La géopolitique de la région des Grands Lacs africains,
- Le rôle du Burundi dans les efforts de maintien de la paix sur le continent.

La crise politico-sécuritaire en RDC, intimement liée au président congolais Kabila qui multiplie les stratégies pour se maintenir au pouvoir, paraît plus prioritaire au point de vue de la communauté internationale, en raison de son ampleur et de son caractère très alarmant. Depuis 2016, la sécurité dans les provinces du Kasai ne cesse de se dégrader, les affrontements entre milices locales et forces de sécurité ayant causé plusieurs milliers des morts<sup>1</sup>, dont deux enquêteurs de l'ONU en mars dernier<sup>2</sup>. Ces évènements ont précipité une nouvelle crise humanitaire, notamment avec un afflux de réfugiés vers l'Angola voisin. Cette crise a détourné l'attention des acteurs internationaux clés, tels que l'ONU, l'UE, la Belgique et les États-Unis, ménageant ainsi un espace de liberté pour le régime de Nkurunziza, lui permettant d'asseoir son pouvoir et sa légitimité sur l'ensemble du territoire national sans se voir inquiéter.

Ce *statu quo* ne devrait à priori pas changer, en particulier en tenant compte de l'incertitude grandissante concernant la tenue des élections présidentielles en RDC à la fin de l'année, comme le prévoit l'accord politique du 31 décembre 2016. La crise politico-sécuritaire que vit ce vaste et riche pays d'Afrique centrale devrait continuer à occuper la communauté internationale, et ce, à l'avantage de Nkurunziza.

Par ailleurs, le rapport de forces dans la région des Grands Lacs profite également au gouvernement burundais. L'hostilité du président rwandais Paul Kagame envers le régime de Bujumbura n'est plus à démontrer. Après avoir affiché une attitude favorable vis-à-vis des auteurs du coup d'état manqué de 2015 au Burundi, Kagame a manifesté sa volonté de voir s'installer chez son voisin un régime qu'il pourrait contrôler. Une telle éventualité lui permettrait ainsi d'élargir sa domination politico-militaire dans la sous-région, sous prétexte de protéger son pays contre les éléments du FDLR<sup>3</sup>.

En revanche, pour leur propre sécurité, mais surtout dans l'optique de préserver l'équilibre des forces dans la sous-région, il n'est pas dans l'intérêt de pays voisins, tels que la Tanzanie, de voir le Burundi tomber sous la coupe de Kagame.

L'attitude relativement favorable des présidents ougandais et tanzanien Museveni et Magufuli envers Bujumbura pourrait s'inscrire dans cette logique. Les deux chefs d'État ont récemment plaidé, lors de la réunion de chefs d'État de la Communauté des États de l'Afrique de l'Est (EAC) à Dar es Salaam, pour la levée des sanctions de l'UE contre le régime de Bujumbura<sup>4</sup>. Ce soutien affiché a sans nul doute conforté ce dernier.

Enfin, le rôle du Burundi dans les efforts de maintien de la paix sur le continent, avec notamment l'envoi de troupes en Somalie pour lutter contre le groupe terroriste al-Shabaab, et en Centrafrique contre différents groupes armés, donne au régime un poids diplomatique certain.

---

<sup>1</sup> RADIO OKAPI, « Crise au Kasai : « une catastrophe humanitaire et un scandale d'État », selon le député Sessanga » Disponible en ligne sur <http://www.radiookapi.net/2017/05/26/actualite/secure/crise-au-kasai-une-catastrophe-humanitaire-et-un-scandale-detat-selon#!slide> (consulté le 08/06/2017)

<sup>2</sup> EUROPE 1, « RDC : les corps de deux experts de l'ONU disparus le 12 mars retrouvés » Disponible en ligne sur <http://www.europe1.fr/international/rdc-les-corps-de-deux-experts-de-lonu-disparus-le-12-mars-retrouves-3214427> (consulté le 08/06/2017)

<sup>3</sup> Le Front démocratique pour la libération du Rwanda ; un mouvement rebelle Hutu-Rwandais installé dans l'est de la RDC, depuis la prise du pouvoir par Kagame et le Front patriotique rwandais (FPR) en 1994.

<sup>4</sup> JEUNE AFRIQUE, « Deux présidents est-africains pour la levée des sanctions de l'UE contre le Burundi » Disponible en ligne sur <http://www.jeuneafrique.com/depeches/440639/politique/deux-presidents-africains-levee-sanctions-de-lue-contre-burundi/> (consulté le 07/06/2017)

C'est en effet pour « récompenser » l'implication du Burundi dans les différentes missions de maintien de la paix dans le monde (rôle que beaucoup d'autres pays ne sont pas disposés à remplir), que l'UE aurait finalement débloqué les fonds nécessaires au paiement des salaires des soldats burundais engagés dans ces missions de maintien de la paix — après les avoir bloqués pendant plus d'une année<sup>5</sup>. Ceci réduirait, dans une certaine mesure, le choc économique que traverse actuellement le pays.

## Une situation économique précaire : quelles solutions Bujumbura a-t-elle en main ?

La détérioration de la situation économique, résultat des sanctions économiques des bailleurs internationaux clés, tels que l'UE, constitue désormais le nouveau front auquel devra faire face le régime de Nkurunziza.

Dans la capitale Bujumbura, de longues files d'attente ont été observées ces derniers jours aux stations-service. La pénurie du carburant, combinée à l'insuffisance en énergie électrique, a provoqué une flambée des prix des produits alimentaires, tels que le sucre et la farine, qui nécessite non seulement de l'électricité pour leur transformation, mais aussi de carburant pour leur acheminement vers les marchés locaux à travers le pays.

À Rumonge, sur la rive du lac Tanganyika, la pénurie de pétrole et d'essence a entraîné la baisse des activités de pêche, augmentant ainsi le risque de pénurie de poisson, pourtant vital dans l'alimentation des Burundais.

Pour surmonter ce nouveau défi, le gouvernement devra utiliser les fonds versés par l'UE (pour le paiement des salaires des soldats engagés dans les missions de maintien de la paix) afin d'importer des produits de première nécessité, comme le carburant. Pourtant, cette décision n'apparaît que comme une mesure temporaire, le gouvernement ne semblant pas avoir des solutions sur le long terme.

La Chine, dont la politique étrangère se soucie peu des questions de droits de l'homme et de bonne gouvernance, ne lâchera pas le régime de Nkurunziza. En tant que partenaire clé, elle devrait continuer à épauler le président burundais. La récente visite à Bujumbura du vice-président chinois Li Yuanhao a été à la fois une victoire diplomatique pour le régime et un signe que « l'empire du Milieu » n'a pas l'intention de laisser le régime de Nkurunziza couler en cette période de crise<sup>6</sup>.

De plus, la population semble, pour le moment, favorable au régime. Cependant, pour s'assurer de ce soutien et, par la suite, éviter une éventuelle révolte populaire, surtout face à une situation économique de plus en plus dégradée, le régime pourrait être amené à prendre des mesures coercitives sur le plan idéologique. Ces mesures pourraient par exemple s'exprimer sous forme de campagnes de diabolisation de l'opposition armée. Entre les difficultés économiques et la guerre civile, un bon nombre de Burundais choisiraient la première option, qui semble représenter le moindre des maux.

## Conclusion : vers une modification de la constitution ?

Malgré l'isolement diplomatique ayant inévitablement fait suite aux sanctions de l'UE, le président Nkurunziza semble avoir maîtrisé la situation dans le pays, et a réussi à asseoir son pouvoir sur l'ensemble du territoire national. Comme nous l'avons démontré, la combinaison de trois principaux facteurs – la situation politico-sécuritaire alarmante en RDC, le rapport de forces dans la géopolitique des pays des Grands Lacs et l'appui de la Chine – a permis au régime de surmonter les pressions internationales.

---

<sup>5</sup> All Africa, « Burundi to Pay Salary for Its Peacekeepers in Somalia » Disponible en ligne sur <http://allafrica.com/stories/201706060648.html> (consulté le 08/06/2017)

<sup>6</sup> MAIL ONLINE, « Chinese vice president visits conflict-scarred Burundi » Disponible en ligne sur <http://www.dailymail.co.uk/wires/ap/article-4493382/Chinese-vice-president-visits-conflict-scarred-Burundi.html> (consulté le 07/06/2017)

La présence de troupes burundaises dans des missions de maintien de la paix sur le continent a également permis à Bujumbura de conserver un certain poids diplomatique.

Ayant relativement peu de valeur stratégique, du point de vue des acteurs internationaux clés, surtout en termes d'intérêts économiques (richesses en matières premières, par exemple), le Burundi n'occupe – et n'occupera certainement – pas une place prioritaire sur l'agenda de la communauté internationale. Cette situation devrait contribuer à renforcer davantage le président Nkurunziza, qui sera certainement tenté de faire modifier la constitution pour pouvoir se représenter aux élections de 2020.



De longues files d'attente devant une station-service à Bujumbura